



MONITEUR

Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe

Rés
s
Mon
be



04093510

16-06-2004
BRUXELLES

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 24/06/2004- Annexes du Moniteur belge

Dénomination : **Relax-Diving Brussels**

Forme juridique : a.s.b.l.

Siège : Boulevard E. Machtens 3 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

N° d'entreprise : 425.426.855

Objet de l'acte : **Modification d'articles :**

Dépôt des statuts coordonnés aux greffes du tribunal de commerce

Texte

Lors de l'assemblée générale du 24 février 2004, il a été acté :

1°/ nominations des administrateurs suivants :

- Gevels Gaston né le 23/08/1936 à Bruxelles ; domicilié rue de la Flèche 7-2 à 1000 Bruxelles
- Dequick Jean né le 17/05/1975 à Uccle ; domicilié rue Mont St Alban 53 à 1020 Bruxelles

2°/la reconduction des mandats des administrateurs suivants :

- Pharazijn Wilfried domicilié rue du Hoogbosch 129-5 à 1080 Bruxelles
- Dubail Philippe domicilié avenue Rommelaere 60 à 1090 Jette

Dorénavant en date du 24/02/2004, le conseil d'administration se compose comme suit :

Président	Francis Requière
Trésorier	Jean-Claude Voyeux
Secrétaire	Wilfried Pharazijn
Responsable du matériel	Jacques Dethier
Responsable du matériel	Gaston Gevels
Responsable de l'écolage	Wilfried Pharazijn
Responsable des brevets	Wilfried Pharazijn
Responsable des voyages	Dubail Philippe
Suppléant	Jean Dequick

3°/Il convient de mentionner que l'adresse du siège social est située rue Van Kalk 93 à 1080 Bruxelles depuis le 24/02/2004.

4°/La mise à jour des articles des statuts conformément à la nouvelle loi du 02/05/2002.

L'article 1 devient :

L'association est dénommée "RELAX-DVING BRUSSELS" asbl.
Elle a son siège dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.
Le siège social du « RELAX-DIVING BRUSSELS » est fixé au :
93 de la Rue Van Kalck à 1080 Bruxelles.

Mentionner sur la dernière page du Volet B

Au recto Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso Nom et signature

L'article 2 devient :

L'association a pour but de promouvoir et d'organiser l'étude et la pratique de toutes activités subaquatiques en se conformant aux règles de la Lifras. De plus, le fonctionnement de l'association sera régi par un règlement d'ordre intérieur.

L'article 3 devient :

Elle a trois sortes de membres agréés par le conseil d'administration, soit les membres effectifs, les membres sympathisants et les membres adhérents.

Les membres effectifs âgés d'au moins 12 ans, et pour les mineurs d'âge, avoir une autorisation écrite des parents ou des tuteurs légaux, par leurs compétences particulières et par leurs activités concourent directement à la réalisation de l'objet social, ils ont seuls le droit de vote aux assemblées générales.

Les membres adhérents apportent leur concours moral et financier, ils bénéficient des activités de l'association mais ne jouissent pas de la plénitude des droits reconnus aux membres effectifs. Ils n'ont notamment pas droit de vote.

Le membre sympathisant est un membre attaché à notre club qui pour des raisons particulières paie une cotisation réduite et ne bénéficie pas de l'écolage piscine. Il n'a pas droit de vote.

L'article 4 devient :

L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 administrateurs au moins, et de neuf maximum, nommés et révocables par l'assemblée générale et choisis parmi les membres effectifs ou non.
L'assemblée générale pourra aussi élire des administrateurs suppléants.

Tout membre qui souhaite poser sa candidature au conseil d'administration, devra en avertir par écrit, le Président, au minimum huit jours avant la date de l'assemblée générale.

L'élection des membres du conseil d'administration a lieu à la majorité simple avec un minimum requis de 50% des votes valablement exprimés, et au scrutin secret.

Le conseil d'administration désigne parmi les administrateurs, un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, un responsable de l'enseignement de la plongée et un responsable du matériel.

Tout administrateur qui s'absente sans motifs, à trois réunions consécutives du conseil pourra être remplacé d'office par un administrateur suppléant après que le conseil d'administration ait averti préalablement l'administrateur défaillant et lui avoir donné l'occasion de s'expliquer devant le conseil, sur les motifs de ses absences répétées.

Tout administrateur désigné en cette qualité par l'assemblée générale, sera révocable en tout temps par celle-ci, à la majorité simple et sans qu'une faute ne doive nécessairement être établie.

En cas de vacances du mandat d'un ou de plusieurs administrateurs, les membres restants continuent à former le conseil d'administration ayant les mêmes pouvoirs que si le conseil était au complet pour autant que le nombre minimum d'administrateurs prévu par les statuts soit réuni.

Si tel n'était pas le cas, le conseil d'administration se limite à expédier les affaires courantes et convoque l'assemblée générale pour nommer de nouveaux administrateurs.

L'article 5 devient :

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est aussi habilité à prendre les dispositions nécessaires à l'application et à l'observation des statuts.

A défaut de stipulation spéciale dans le procès-verbal du conseil d'administration, tout administrateur signe valablement les actes régulièrement décidés par le conseil.

Toute fois, pour les actes ne relevant pas de la gestion journalière, les signatures conjointes de trois administrateurs seront nécessaires pour engager valablement l'association.

L'article 6 devient :

Chaque année et au plus tard six mois après la date de clôture de l'exercice social, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale, pour approbation, les comptes annuels de l'exercice social écoulé établis selon la comptabilité simplifiée portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en compte selon le modèle établi par voie d'arrêté royal ainsi que le budget de l'exercice suivant.

L'article 7 devient :

Le conseil d'administration tient au siège de l'association, un registre des membres effectifs. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social.

En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision.

Tous les membres effectifs peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration ou des personnes occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous documents comptables de l'association.

L'article 8 devient :

Le conseil d'administration fixe la cotisation de l'année suivante. Celle-ci ne pourra jamais dépasser un montant maximum de 500,00 €

Est réputé démissionnaire, le membre qui ne paie pas les cotisations qui lui incombent, dans le délai prévu par les statuts.

L'article -9 devient :

Les admissions de nouveaux membres doivent être agréées par le conseil d'administration et ratifiées par l'assemblée générale.

L'article 10 devient :

Tout membre a le droit de se retirer en tout temps du club moyennant une simple lettre de démission adressée au conseil d'administration.

L'année sportive s'ouvrant le 1^{er} janvier, la cotisation doit être versée pour le 31 janvier au plus tard, et faute de versement de la cotisation dans les 15 jours de l'envoi d'un rappel de paiement, le membre sera considéré comme démissionnaire.

Le club doit garantir à ses membres effectifs s'ils en font la demande, la possibilité de transfert, la période de transfert étant limité à la période comprise entre le 15/12 et le 15/1.

Les transferts éventuels ne peuvent donner lieu au versement d'une indemnité ou de tout autre avantage en nature.

Pour les membres effectifs de moins de 12 ans, le libre transfert est garanti durant toute l'année sans que la période de transfert ne soit limité dans le temps.

L'article 11 devient :

Les membres qui auront par exemple, porté atteinte à l'honneur, aux bonnes mœurs, qui auront gravement contrevenu aux statuts, pourront être suspendus provisoirement en attendant la décision de l'assemblée générale, par simple décision du conseil d'administration.

L'utilisation par les membres de substances ou de moyen de dopage est interdite et peut être une cause d'exclusion ou de sanction.

L'exclusion d'un membre effectif ne pourra être prononcée par l'assemblée générale qu'à la majorité des deux tiers des voix, aucun quorum de présence n'étant toutefois requis.

La procédure en exclusion nécessite aussi des convocations régulières avec mention de cet objet à l'ordre du jour. Le membre effectif dont l'exclusion est envisagée, devra être convoqué afin de pouvoir présenter sa défense.

Toutefois le membre adhérent pourra lui, être exclu par simple décision du conseil d'administration pour autant qu'il ait été placé préalablement dans la possibilité de faire valoir valablement ses moyens de défense devant le conseil d'administration qui devra le convoquer dans les formes et les règles.

Le conseil d'administration s'interdit toute sanction ou exclusion à l'égard d'un membre effectif qui introduirait devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, un recours contre le club ou l'un de ses membres.

L'article 12 devient :

Le membre exclu, démissionnaire de même que les héritiers d'un membre décédé, n'ont aucun droit à faire valoir sur le fonds social et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations payées.

L'article 13 devient :

L'assemblée générale a le pouvoirs que la loi lui réserve expressément, à savoir :

- 1° de modifier les statuts.
- 2° de nommer et révoquer les administrateurs.
- 3° la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans le cas où une rémunération est attribuée.
- 4° d'approuver les budgets et les comptes.
- 5° La décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires.
- 6° de dissoudre l'association.
- 7° le droit d'exclure un membre effectif.
- 8° la transformation de l'association en société à finalité sociale.

L'assemblée générale ordinaire composée des membres effectifs sera convoquée au moins une fois l'an.

L'assemblée générale se réunit à l'endroit et à la date désignés par le conseil d'administration, sur simple convocation remise en mains propres ou faite par voie postale accompagnée de l'ordre du jour fixé par le conseil d'administration, au moins huit jours à l'avance.

En assemblée générale, des décisions peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour moyennant l'assentiment des administrateurs présents, à l'exception des décisions se rapportant à l'exclusion d'un membre, à la dissolution, aux comptes et budgets ou aux modifications statutaires.

Dans le cas où des membres souhaiteraient voir porter à l'ordre du jour, des points supplémentaires, ceux-ci devront obligatoirement être adressés au conseil d'administration avant la date fixée pour la réunion et devront être appuyés par les signatures d'un nombre de membre égal au vingtième de la liste annuelle.

Chaque membre peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre muni d'une procuration même délivrée en blanc.

Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire annuelle, les livres comptables seront obligatoirement contrôlés par deux membres effectifs volontaires, ne faisant pas partie » du conseil d'administration et les comptes de l'exercice écoulé ainsi que le budget du prochain exercice soumis à l'approbation de l'assemblée.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par le président ou par simple avis. Les décisions intéressant les membres en particulier ou des tiers, leur seront communiquées par extrait des procès-verbaux certifiés conformes par le président ou par deux administrateurs ou par le secrétaire de l'association.

L'article 14 devient :

Une assemblée générale extraordinaire pourra être requise sur demande écrite motivée

d'au moins vingt pour cent des membres ayant droit au vote, adressée par voie postale recommandée au président du conseil d'administration qui seul pourra la convoquer.

Si le conseil d'administration décide lui même de tenir une assemblée générale extraordinaire, il délibérera à ce sujet, en collège.

L'article 15 devient :

Tant au conseil d'administration qu'à l'assemblée générale, en cas de parité des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace, est prépondérante.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. Ceux qui s'abstiennent au vote sont considérés comme n'étant pas présents pour le calcul des majorités.

L'article 16 devient :

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celle-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres effectifs présents ou représentés à l'exclusion des membres adhérents.

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, ou de sa dissolution, elle sera valable que si elle est adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés. Les abstentions sont assimilées à des votes négatifs.

Une deuxième réunion pourra être convoquée si le quorum des deux tiers des membres n'est pas atteint. Ce n'est qu'après constatation de la non présence des deux tiers des membres à la première réunion, qu'une nouvelle assemblée générale pourra être convoquée.

La seconde assemblée pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Les modifications aux statuts ne seront cependant acquises qu'à la majorité des deux tiers ou des quatre cinquièmes si la modification porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, des voix des membres présents ou représentés. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

L'article 17 devient :

Le conseil d'administration délègue, sous sa responsabilité, le droit de représenter l'association en justice à un de ses membres, par le biais d'une délégation particulière.

L'article 18 devient :

L'association est responsable des fautes imputables soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.

Les membres ne contractent en cette qualité aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association et en tout état de cause, celle-ci ne pourrait dépasser leur mise éventuelle.



Vote 1, suite

Les administrateurs (sauf en cas de transformation de l'association) ainsi que les personnes déléguées à la gestion journalière ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

L'article 19 devient :

La durée de l'association est illimitée mais en cas de dissolution, le liquidateur désigné par l'assemblée générale, donne à l'actif net de l'association une affectation de rattachant autant que possible de l'objet de l'association.

L'article 20 devient :

Pour les points non prévus aux présents statuts, les membres se réfèrent à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les A.S.B.L..
Ils entendent se conformer entièrement à cette loi.

En conséquence, les dispositions de cette loi auxquelles il ne serait pas explicitement dérogé par le présent acte, seront réputées écrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette loi, seront réputées non écrites.

L'article 21 devient :

Sont désignés pour administrateurs, Jacques Dethier, Philippe Dubail, Gaston Gevels, Wilfried Pharazijn, Francis Requière, Jean Claude Voyeux, et administrateur suppléant, Jean Dequick.

Plus amplement qualifiés ci dessus :

Ils désignent entre eux comme :

Président	Francis Requière
Trésorier	Jean Claude Voyeux
Secrétaire	Wilfried Pharazijn
Responsable du matériel	Jacques Dethier
Responsable du matériel	Gaston Gevels
Responsable de l'écolage	Wilfried Pharazijn
Responsable des brevets	Wilfried Pharazijn
Responsable des voyages	Philippe Dubail
Suppléant	Jean Dequick

Les articles 22 à 31 sont supprimés.

Fait en 3 exemplaires à Bruxelles, le

Francis Requière

Mentionner sur la dernière page du Vote B

Au recto Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso Nom et signature